

# Economie générale (msg/mstcf)

Fabien Candau



# Contents

<b>I</b>	<b>Introduction à l'économie</b>	<b>5</b>
<b>1</b>	<b>De Smith à Akerlof, qq concepts (TD 1)</b>	<b>7</b>
	Les Classiques . . . . .	7
	L'argument « de la main invisible » de Smith . . . . .	7
	Pourquoi le commerce est-il bénéfique aux nations selon Smith ? selon Ricardo ? . . . . .	7
	La loi des débouchés de Say . . . . .	8
	Le rôle de la flexibilité des prix chez les néoclassiques . . . . .	8
	La demande effective de Keynes . . . . .	8
	Quel est l'apport principal de la théorie des jeux ? . . . . .	10
	Asymétrie d'information et ses conséquences, donnez un exemple d'aléa moral.	11
<b>2</b>	<b>La monnaie (Td2&amp;3)</b>	<b>13</b>
	Formes et fonctions . . . . .	13
	Quelles sont les différentes fonctions de la monnaie ? . . . . .	13
	La monnaie peut-elle exister sans confiance ? Expliquez la crise du reichsmark à partir du texte d'Aglietta. . . . .	13
	Fonctionnements, Buts et pbs des SEL . . . . .	14
	Banques commerciales et création monétaire . . . . .	14
	Comment la banque centrale contrôle t-elle la création monétaire des banques ? . . . . .	15
	Théorie quantitative de la monnaie . . . . .	16
	Comment les monétaristes comprennent-ils l'inflation? . . . . .	16
	Quels sont les recommandations de la Nouvelle école classique? . . . . .	17
	Inflations, déflation, désinflation . . . . .	17
	Quelles sont les différentes sources d'inflation? . . . . .	17
	Décrivez le phénomène de croissance des prix en France et ses con- séquence entre 1974 et 1981 . . . . .	18
	Décrivez le phénomène de désinflation compétitive . . . . .	19
<b>3</b>	<b>Systèmes Monétaires (td4)</b>	<b>21</b>
	L'étalon or . . . . .	21
	De l'étalon au serpent. . . . .	22
	Tentative de retour à l'Etalon . . . . .	22

De la naissance de Bretton woods à sa mort . . . . .	22
La réponse à la crise: le serpent . . . . .	22
Le SME . . . . .	23
Naissance . . . . .	23
Triangle d'incompatibilité et évolution du SME . . . . .	23
<b>4 Pacte de stabilité (td 5)</b>	<b>25</b>
Les buts du pacte de stabilité. . . . .	25
Chocs asymétriques . . . . .	26
Les stabilisateurs automatiques . . . . .	26
Policy mix . . . . .	26
Le Pacte et les PECO . . . . .	27
Les réformes nécessaires du pacte . . . . .	27
<b>5 Stabilité financière ou comment maîtriser le risque systémique (td6)</b>	<b>29</b>
L'instabilité financière et ses maux . . . . .	30
Les crises . . . . .	30
A la source des crises: information asymétrique et incertitude . . . . .	32
L'instabilité et ses remèdes . . . . .	33
La prévention des crises . . . . .	33
La gestion des crises . . . . .	33
Conclusion . . . . .	34
<b>6 Bien être et croissance (td7)</b>	<b>35</b>
Indicateurs de bien être . . . . .	35
Croissance, le modèle de Solow-Swan . . . . .	38
Miracle éphémère . . . . .	39
Abstinence, épargne et progrès . . . . .	40
<b>7 Le chômage (td8)</b>	<b>45</b>
Evolution et victimes . . . . .	46
Causes et solutions . . . . .	47
Les chômages . . . . .	47
Trappes d'inactivités et hystérèse . . . . .	48
Concurrence fiscale et immigration, l'exemple Irlandais . . . . .	49
<b>8 Mondialisation commerciale(td9)</b>	<b>51</b>
Protéger des intérêts particuliers . . . . .	52
Sur le court terme . . . . .	52
Sur le long terme . . . . .	53
Protéger la nation . . . . .	54
Le cas général . . . . .	54
L'exception du grand pays? . . . . .	55
L'exception stratégique . . . . .	56

# Part I

## Introduction à l'économie



---

# Chapter 1

---

## De Smith à Akerlof, qq concepts (TD 1)

### Les Classiques

#### **L'argument « de la main invisible » de Smith**

L'intérêt privé conduit à l'intérêt général, en cherchant son profit personnel, l'individu participe au profit communautaire. L'intérêt de la société est donc la somme des intérêts individuels. Les NC démontreront que cette main invisible est vérifiée sur un marché de Concurrence Pure et Parfaite, la concurrence permet en effet une allocation efficace des facteurs et des ressources et concourt au bien être global de la société.

#### **Pourquoi le commerce est-il bénéfique aux nations selon Smith ? selon Ricardo ?**

Si le rapport des coûts est identique, il n'y a aucun intérêt à commercer. En revanche, si deux pays ont un avantage absolu dans la production d'un bien, alors ils gagneront à l'échange (voir tableau 1).

Exemple du cas 1 : pour l'Angleterre il faut 60 heures pour produire une unité de vin, alors qu'il en faut 80 pour le Portugal, l'Angleterre a donc un avantage absolu dans la production de vin. A l'inverse, le Portugal a un avantage absolu dans la production de drap. Au final en échangeant ces biens tout se passe comme si la production de vin coûtait 60 heures de travail au Portugal (au lieu de 80) et la production de drap 90 heures à l'Angleterre (au lieu de 100).

	Cas 1: Différences Absolues			Cas 2: Différences comparatives		
	Drap	Vin	Gain à commercer	Drap	Vin	Pv/Pd
Angleterre	100	60	10	100	120	1.2
Portugal	90	80	20	90	80	0.88

Mais dans un tel schéma, que se passe-t-il si un pays a un avantage absolu dans la production de tous les biens ? C'est le cas illustré en 2, le Portugal possède un avantage absolu dans la production de tous les biens, le commerce n'apporte donc rien à ce pays selon la théorie avancée par Smith. Ricardo, en intégrant les avantages relatifs, démontre que le commerce est bénéfique à toutes nations. Ainsi, dans le cas 2 le Portugal a un avantage comparatif dans la production de vin qui ne lui coûte que 0.88 unité de drap (contre 1.2 pour l'Angleterre, qui a donc un avantage comparatif dans la production de drap).

### La loi des débouchés de Say

La production accroît non seulement l'offre de bien mais elle engendre aussi, de part le paiement des facteurs de production nécessaires à cette production, une augmentation de la demande. Il n'y a donc aucune possibilité de surproduction.

## Le rôle de la flexibilité des prix chez les néo-classiques

La flexibilité des prix permet une égalisation de l'offre et de la demande.

Sur la figure 1-1, en A l'offre et la demande s'égalise, mais suite à une augmentation de la demande, la courbe de demande devient momentanément supérieure à l'offre, ce qui entraîne une hausse des prix, qui entraîne à son tour une hausse de l'offre, on aboutit ainsi à un deuxième point d'équilibre, le point B, où l'offre et la demande s'égalise. Pour les néo-classique, des rigidités telles que le SMIC (voir figure 1-2), sur le marché du travail sont à la source du chômage.

## La demande effective de Keynes

Pour Keynes, la demande effective détermine le niveau de production qui détermine lui-même le niveau d'emploi. Cette demande effective est égale à la somme des investissements et des consommations (voir figure 1-3).

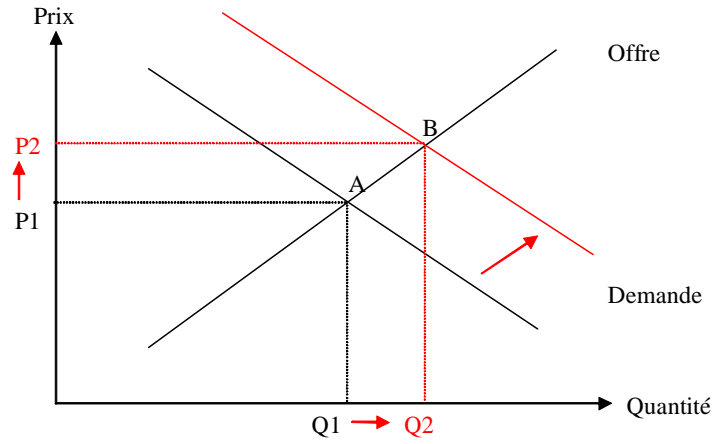


Figure 1-1 L'équilibre offre demande

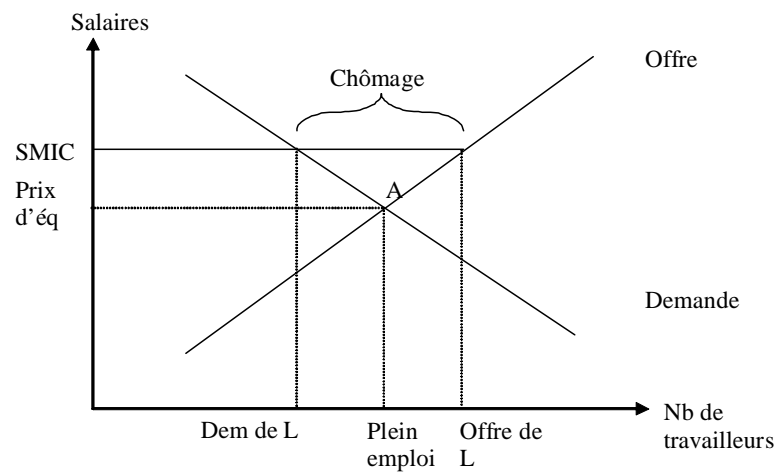


Figure 1-2 Rigidité et chômage

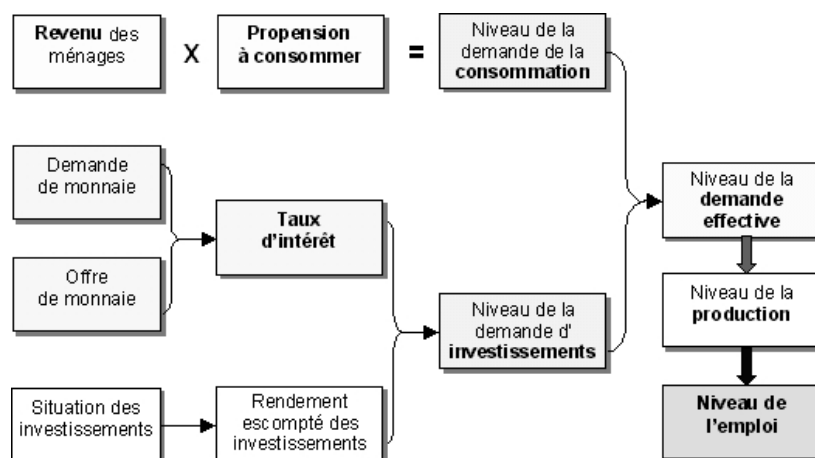


Figure 1-3 Demande effective

## Quel est l'apport principal de la théorie des jeux ?

La théorie des jeux remet en cause la validité de la main invisible qui veut que des intérêts particuliers aboutissent à un intérêt global. Prenons l'exemple illustré dans le tableau 1-4.

		Union Européenne	
		Libéralisation	Protectionnisme
Etats-Unis	Libéralisation	(10, 10)	(-4, 15)
	Protectionnisme	(15, -4)	(-1, -1)

Figure 1-4 Dilemme du prisonnier

Sachant que les Etats-Unis (USA) mènent une politique de libéralisation commerciale, L'Union Européenne (UE) a intérêt à être protectionniste. Sur le tableau 1 on voit en effet qu'une telle politique lui rapporte 15 alors qu'une politique de libre échange ne lui aurait rapporté que 10.

Sachant que les USA mènent une politique protectionniste, l'UE à tout intérêt d'être protectionniste aussi (elle perd 1 au lieu de 4)

Conclusion concernant l'UE : Quelques soit la position des USA, l'UE sera protectionniste.

Sachant que l'UE joue le libéralisme, les USA seront protectionnisme (gain de 15 au lieu de 10)

Sachant que l'UE est protectionniste, les USA seront protectionniste (perte de 1 au lieu de 4).

Conclusion concernant les USA : Quelques soit la position de l'UE, les USA seront protectionniste.

Les deux pays seront ainsi protectionnistes alors qu'une politique coordonnée de libéralisation leur aurait permis à tous deux d'atteindre une situation bien supérieure (ils auraient gagné 10 au lieu de perdre 1).

La main invisible est donc invalidée.

## **Asymétrie d'information et ses conséquences, donnez un exemple d'aléa moral.**

L'asymétrie d'information est à la source de deux problèmes l'aléa moral et la sélection adverse.

Les exemples d'aléa moraux sont nombreux, nous prendrons celui de l'assurance. Lorsque le vendeur d'une compagnie d'assurance vend son contrat il doit couvrir un risque dont la probabilité d'occurrence est certes fixée ex ante par la loi des grands nombres, mais l'assuré peut entre autres choses, cacher un risque à l'assureur ou tout simplement, une fois le contrat signé, il peut avoir un comportement beaucoup plus négligeant que l'anticipation faite par l'assureur, on parle alors d'aléa moral. Les bonus/malus permettent alors de réduire ce type de comportement opportuniste une fois le contrat signé.

D'autres exemples : emprunteur/banquier: l'emprunteur peut cacher les risques de son investissement. Sol pour le banquier: hypothèque. Salarié/employeur: le salarié peut mentir à la hausse sur sa productivité lors de l'embauche. Sol pour l'employeur: diplôme expérience.



---

# Chapter 2

---

## La monnaie (Td2&3)

### Formes et fonctions

#### **Quelles sont les différentes fonctions de la monnaie ?**

La monnaie a trois fonctions, unité de compte, intermédiaire des échanges et réserve de valeurs. La monnaie est un moyen de transférer du pouvoir d'achat du présent vers l'avenir, en ce sens elle est une réserve de valeur. Cette réserve est cependant fluctuante et dépendante du niveau général des prix. En tant qu'unité de compte la monnaie permet d'évaluer le prix relatif des biens, d'opérer des comparaisons. La fonction d'intermédiaire des échanges signifie simplement que la monnaie est un instrument des échanges.

#### **La monnaie peut-elle exister sans confiance ? Expliquez la crise du reichsmark à partir du texte d'Aglietta.**

La monnaie permet de résoudre le problème de double coïncidence des désirs, ainsi dans une économie de troc si l'individu A possède une voiture et qu'il désire l'échanger contre de l'essence, il faut qu'il trouve un individu B qui possède de l'essence et veuille l'échanger contre une voiture. La monnaie permet de pallier à ce problème, mais comme le souligne Aglietta, cette monnaie n'est une solution que lorsque la société dans son intégralité considère avec confiance la monnaie comme un instrument de paiement efficace. La crise du reichsmark provient en partie de ce manque de confiance en la monnaie allemande comme moyen de paiement. A cette époque le reichsmark avait perdu sa valeur de liquidité, il ne permettait plus de se procurer des biens futurs en raison de

l'hyperinflation qui prévalait alors. Dans une telle situation les individus recherchent un bien non pas pour son utilité directe, mais pour ses qualités d'intermédiaire des échanges, en d'autres termes les biens ne sont plus seulement des marchandises mais deviennent des moyens de transaction. Une telle situation est insoutenable dans la mesure où elle restreint considérablement les échanges. Dans l'exemple précédent si l'individu A et B se rencontrent, ils peuvent très bien ne rien échanger si seulement l'un deux, par exemple Mr A considère que le désir d'achat d'automobile de Mr B signifie que cette voiture est désormais un bien vecteur d'une réserve de valeur qui est vouée à s'apprécier.

## Fonctionnements, Buts et pbs des SEL

Dans un Système d'Echange Local (SEL), lorsque les agents se mettent d'accord sur l'échange, une reconnaissance de dette est remplie et les comptes des deux membres sont crédité et débité, les soldes négatifs et positifs étant plafonné. Un SEL est donc un système d'endettement multilatéral.

Les buts d'un SEL sont principalement:

- Substituer le paiement monétaire de l'échange par un mécanisme de don/contre don
- Recréer des liens sociaux pour les personnes en situation précaire

Le problème principal des SEL vis à vis de l'Etat est fiscal, le travail n'est pas déclaré en tant que tel.

## Banques commerciales et création monétaire

La création monétaire provient en partie des banques commerciales via le mécanisme du multiplicateur.

Mr A a déposé 100 euros (voir fig2-1), et son banquier décide de conserver 10% de cette somme (en cas de retrait) et prête donc 90 euros à Mr B. Un dépôt initial de 100 à ainsi créer une quantité de monnaie équivalente au crédit accordé.

Or « les crédits créent les dépôts », imaginons que Mr B consacre la somme empruntée dans l'achat d'un bien vendu par Mr C, et que Mr C décide de déposer cette somme dans la même banque, alors cette banque possède en ressource un nouveau dépôt de 90 et la création peut se perpétuer par ce biais (81euros). C'est le multiplicateur de crédit.

Emplois	Ressources
Réserve : 10 euros Prêts : 90 euros	Dépôts : 100 euros

Figure 2-1 Bilan

En définitive, si le tx de réserve est  $R$ , alors chaque unité de compte peut créer  $1/R$  nouvelle unité.

Exemple: ici multiplicateur de 10, or comme 100 euros ont été déposées initialement, l'offre monétaire sera au max de 1000 euros.

## Comment la banque centrale contrôle t-elle la création monétaire des banques ?

### Trois instruments

- Open market: pour augmenter l'O de monnaie, la fed (la bce non) peut acheter des obligations d'Etat
- Réserves obligatoires: c'est le coef de réserves obligatoire minimal imposé au banques commerciales. Une augmentation du coef entraîne une baisse du multiplicateur de création mo, et donc de l'offre
- Taux d'escompte: lorsque les banques ont des réserves insuffisantes, elles doivent emprunter à la banque centrale pour respecter le coef de réserve, le tx auquel elles empruntent est le tx d'escompte, s'il est bas, l'offre de monnaie augmente.

### La crise de 29 et destruction monétaire

En 1929 phénomène de faillite bancaire, 9000 bqs disparaissent. Le phénomène de panique bancaire a joué un grand rôle, les déposants ayant perdu confiance en leur banque veulent récupérer leurs avoirs, comme les banques ne conservent qu'une partie des dépôts, elles ne peuvent pas faire face à une panique généralisée. Leurs réserves diminuent dans un premier temps puis certaines banques sont dans l'obligation de fermer dans l'attente soit d'un remboursement de certains prêts soit d'une aide en liquidité de la banque centrale. Les banques restantes diminuent leurs prêts, ce qui accentue la destruction monétaire. L'offre de monnaie a ainsi chuté de 28% entre 1929 et 1933 aux USA.

La banque centrale n'a pas joué son rôle de prêteur en dernier ressort et a augmenté le coef de réserve ce qui a accentué la crise.

## Théorie quantitative de la monnaie

- L'identité comptable

$$\text{monnaie}(M) \times \text{vitesse}(V) = \text{prix}(P) \times \text{transaction}(T)$$

- Hypothèses Néo-classique et conclusion

Les transactions sont approximées par le niveau de production (Y) (pb: les marchés d'occas) et ce niveau de production est supposé être exogène (déterminée ailleurs).

La vitesse de circulation est supposée constante.

Ces deux hypothèses permettent d'obtenir:

$$M \times \bar{V} = P \times \bar{Y}$$

Dès lors une hausse de M entraîne une hausse de P.

- Hypothèse Keynésienne

Pour Keynes "Tant qu'il existe du chômage, l'emploi varie proportionnellement à la quantité de monnaie, lorsque l'économie connaît le plein emploi, les prix varient proportionnellement à la quantité de monnaie"

Les prix sont rigides

L'inflation dans la vision néoclassique provient du fait que le niveau de production n'est pas capable de satisfaire une demande accrue (Y est cst), Keynes propose de relâcher cette hypothèse. L'équation devient alors:

$$M \times \bar{V} = \bar{P} \times Y$$

Une hausse de l'offre monétaire entraîne une hausse du niveau de production, et donc de l'emploi.

## Comment les monétaristes comprennent-ils l'inflation?

Pour Friedman, «l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire». Une hausse de l'offre entraîne une hausse des tous les prix, salaires compris, ainsi le salaire

réel des ménages n'a pas varié, mais les agents confondent la hausse nominale avec une hausse réelle, ils pensent à tort que leur pouvoir d'achat a augmenté, dès lors ils augmentent leurs consommations, l'activité repart et le chômage diminue. La politique monétaire est ainsi efficace. Mais pour les monétaristes, cette politique est une politique du mensonge, elle ne marche que parce que les agents ont commis une erreur d'évaluation de leur salaire réel. Ainsi sur le long terme, la prise en compte de l'augmentation des prix et donc de la stagnation de leur salaire réel va leur être révélée (soit par des études économiques, soit par des grèves de syndicats qui soulignent la baisse du pouvoir d'achat, soit tout simplement en faisant leur achat), ils vont alors diminuer leur consommation et le chômage réapparaît. La seule conséquence de la politique monétaire est ainsi l'inflation. De plus, pour les monétaristes, le court terme pendant lequel cette politique est efficace, diminue à force de tentative, en effet les agents adaptent leurs anticipations au vu des politiques passées et commettent ainsi de moins en moins d'erreurs (en d'autres termes "on peut tromper mille personnes une fois, mais pas mille fois une personne").

## Quels sont les recommandations de la Nouvelle école classique?

Mener une politique non expansionniste crédible (Barro et Gordon, 1983) pour offrir un cadre stable aux anticipations (Lucas, 1970)

Banque centrale indépendante des gouvernements, ils sont trop influencés par les cycles électoraux.

## Inflations, déflation, désinflation

Inflation: hausse durable du prix moyen de tous les biens et services. Déflation: baisse durable du prix moyen de tous les biens et services. Désinflation: baisse du taux d'inflation

Conséquences de l'inflation: transfert de pouvoir d'achat, pénalise les «rentiers» (les épargnants), bénéficie aux agents endettés (la valeur de leur dette diminue), pénalise les exportateurs.

## Quelles sont les différentes sources d'inflation?

- Inflation par la demande

Création monétaire trop forte + rigidité de l'appareil productif

- Inflation par les coûts

En premier lieu l'augmentation du prix des matières premières (pétrole)

Une augmentation des salaires supérieure à celle des prix (lorsque les salariés obtiennent une hausse de leurs d'achat), entraîne une baisse des profits, d'où une hausse des prix pour compenser engendre une baisse des salaires réels = spirale inflationniste.

## Décrivez le phénomène de croissance des prix en France et ses conséquence entre 1974 et 1981

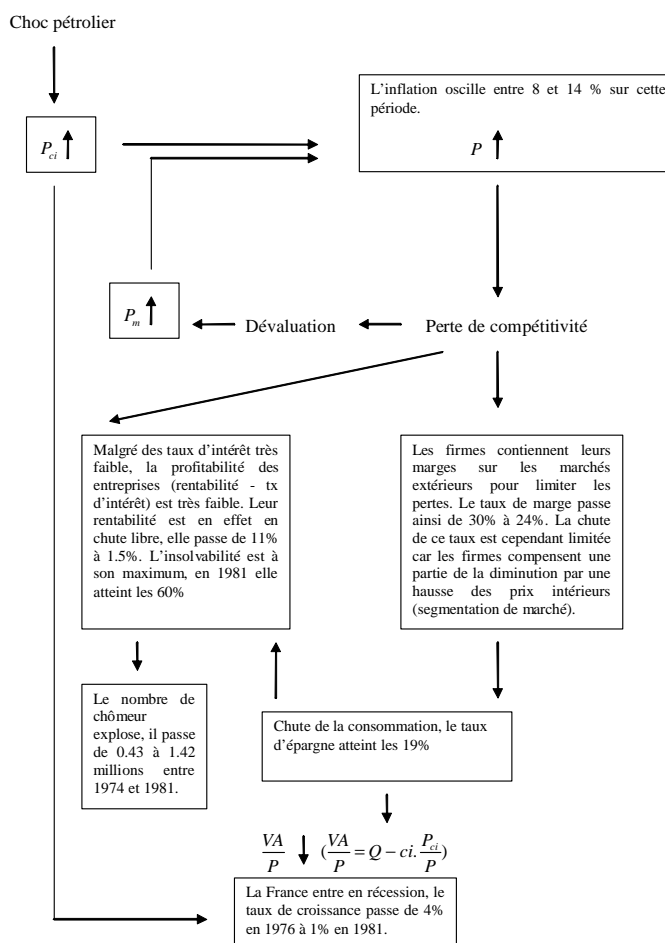


Figure 2-2 La France entre 1974 et 1980

Figure 2-2

note:  $P_{ci}$  : prix des consommations intermédiaires,  $P_m$  : prix des importations.

**Décrivez le phénomène de désinflation compétitive**

L'objectif est d'abaisser le taux d'inflation à un niveau plus bas que celui des autres pays. En effet au début des années 80, la France souffre d'un taux d'inflation très important (en 1982 il est de l'ordre de 11,8%), le franc est alors ancré au mark, d'où une appréciation du franc qui a pour résultat d'abaisser le prix des importations=baisse du coût de production pour les entreprises française important des biens intermédiaires et pression concurrentiel sur celles qui exportent.



---

## Chapter 3

---

# Systemes Monétaires (td4)

## L'étalon or

En théorie, système auto régulateur: déficit structurel de la Balance des Paiements (BP) = dépréciation, point de sortie d'or (les importateurs français qui souhaitent effectuer un règlement à Londres, convertissent leurs francs en or pour se procurer des Livres et s'acquitter de leur dette) = diminution de la masse monétaire en circulation = (th quantitative=>) baisse des px = augmentation de compétitivité ( $M \downarrow, X \uparrow$ ) = BP équilibrée.

En résumé l'Etalon or impose une véritable discipline qui fait obstacle à l'inflation mais qui peut se révéler douloureuse (régulation par la faillite (J. Rueff)).

Dans les faits l'étalon or n'a pas existé, c'est la Livre Sterling qui a joué le rôle d'étalon, ce système n'est ainsi plus symétrique, la GB possède un avantage considérable dans la mesure où elle est le seul pays à pouvoir payer sa dette extérieure avec sa propre monnaie.

L'Etalon or-sterling ne fonctionne plus en 1925, certain le regrette, Rueff influence De Gaulle en 60 pour son retour, Reagan en reparle en 1980. Aujourd'hui dollar et euro sont flexibles, comment et pourquoi en est-on arrivé là ?

## De l'étalon au serpent.

### Tentative de retour à l'Étalon

- 1922 conférence de Gênes, Gold Exchange Standard, le Dollar et la Livre sont définies comme les monnaies de réserve
- 1925 la GB décide du retour de l'Étalon-or-Sterling sur la base du taux d'avant guerre = désastre, surévaluation (perte compétitivité, chômage ...)
- 1926-28 franc fort de Pointcaré, se situe entre dévaluation successives du cartels des gauches (24-28), et dévaluation du Front populaire (1936)

Raison de l'échec: l'Étalon de change or ne peut fonctionner que s'il existe une monnaie incontestablement forte, le dollar après crise de 29, ne peut pas encore jouer ce rôle, il est d'ailleurs dévalué en 33.

### De la naissance de Bretton woods à sa mort

Après la guerre les monnaies ne sont plus convertibles (ex: lorsqu'un producteur français vend un bien à un consommateur anglais, les livres qu'il gagne ne peuvent pas être converties en frcs) ce qui entraîne une limitation drastique des échanges. Cette limitation s'oppose à l'esprit d'intégration commerciale voulue par l'Union Européenne, d'où la création par Triffin de l'Union Européennes des Paiements qui permet de résoudre le problème de convertibilité. L'UEP est un mécanisme de compensation multilatérale, un pays importateur contracte une dette auprès de la Banque des Règlements Internationaux (BRI), à l'inverse si ce pays exporte il contracte une créance. En 1958, les monnaies européennes deviennent convertibles, et l'intégration européenne se réalise dans le cadre des accords de Bretton Woods, les marges de fluctuation par rapport au dollar sont cependant plus étroites. Mais le 15 août 1971, Nixon déclare la fin de convertibilité du dollar, c'est le retour du change flottant. Cette situation est très problématique pour mener à bien les politiques européennes, les acquis communautaire sont menacés (notamment la Politique Agricole Commune et la récente mise en place du marché commun (1968)).

### La réponse à la crise: le serpent

- 1970, le plan Werner, premier projet d'unification européenne, débouche sur:
- 1972, les accords de Smithsonian Institute et la mise en place du "serpent dans le tunnel". Les monnaies européennes flottent autour du dollar mais de façon concerté, la marge maximale entre la monnaie la plus forte/faible et le dollar est ainsi fixée à 2.25%. Mais à partir de 1973, le "serpent dans le tunnel" devient "le serpent dans le lac", les monnaies européennes flottent sans limitation par rapport au dollar.

Echec tient au turbulence de l'époque, choc pétrolier, pour lutter contre perte de comp due au choc => dévaluation (= sortie du serpent)= cercle vicieux (dévaluation=inflation). Ainsi en 1973, la lire et la livre sortent, 75 le francs sort, rentre en 76, ressort 6 mois plus tard.

## Le SME

### Naissance

- 13 mars 1979, Hanovre
- But: souplesse, symétrie. Création de l'ECU.

Mais pb de l'ECU, la livre fait partie de l'ECU, alors que gvt anglais s'est retiré, or la livre s'apprécie (pol restrictive de Thatcher (79)+X de pétrole, toutes les monnaies sont donc au plancher alors qu'aucune n'est en haut, le mark devient le pivot

### Triangle d'incompatibilité et évolution du SME

Change Fixe (1) + pol mo autonome (2) + mob cap (3) = impossibilité

Exemple: Un pays décidant de mener un politique de relance par une baisse des taux d'intrérêt (1), subit une fuite de capitaux (3), d'où dépréciation de la monnaie qui finit par sortir des bandes de fluctuation (la monnaie devient ainsi flottante et (1) n'est plus vérifiée).

- De 1979 à 1987, la mobilité des capitaux est faible et la gestion des taux de change est souple (11 réalignements). La France, l'Irlande et surtout l'Italie corrigent leurs différentiels d'inflation par dévaluation. Mais une telle politique non coopérative n'est souvent qu'éphémère: i) les pays concurrents peuvent aussi dévaluer leur monnaie, ce type de représaille annule tous les gains ii) l'inflation par les importations entraîne une appréciation du taux de change.
- 1987 la fin des réalignements, les politiques monétaires sont de moins en moins autonomes, les taux d'intérêt sont fixés par rapport à ceux de l'Allemagne. Ainsi, les taux nominaux doivent non seulement compenser le différentiel d'inflation, mais aussi incorporer une certaine prime de risque. En effet les conséquences internes de ces politiques de désinflation compétitives sont politiquement difficilement soutenables (le chômage augmente), et les tentations de décrochage sont fortes, aussi les spéculateurs n'accepteront de détenir une monnaie risquée, que si les taux d'intérêt sont relativement élevés.
- 1990 libéralisation des capitaux et 1992-1993 crises du SME, 4 causes
  - surévaluation de certaines monnaies

- réunification allemande, c'est un choc de demande pour l'Allemagne (l'ouverture à l'Est ce sont des millions de consommateurs en plus et pas vraiment de concurrence (appareil productif obsolète)), logiquement inflation, mais la banque centrale allemande relève les taux, contraignant ses partenaires à faire de même, or ces partenaires n'ont pas d'inflation et sont déjà dans une position de chômage massif que le relèvement des taux aggrave.
- la récession en Europe ainsi que le "non" au référendum danois et le timide "oui" français, laissent penser que l'Europe ne se fera pas, dès lors des politiques non coopératives (dévaluation) sont imaginables d'où une certaine méfiance des spéculateurs.
- les spéculateurs gagnent tjs: anticipation auto-réalisatrice.

---

# Chapter 4

---

## Pacte de stabilité (td 5)

### Les buts du pacte de stabilité.

Dans une petite économie à taux de change flexible où la mobilité des capitaux est parfaite, une politique budgétaire n'a quasiment aucun effet. En effet une politique expansionniste entraîne une hausse des taux d'intérêt qui à son tour engendre une entrée de capitaux, qui génère une appréciation du taux de change, d'où une perte de compétitivité et donc une diminution de la demande qui revient à son niveau initial. Cet effet d'éviction par le change n'est cependant plus possible pour un pays appartenant à l'Union.

L'un des premiers buts du pacte de stabilité est d'éviter les comportements opportunistes d'un pays particulier, et de pallier ainsi au problème de l'aléa moral et aux externalités qu'il peut générer. En effet un pays qui pratique une politique budgétaire expansionniste dans une période de croissance qui lui est propre, peut créer une inflation excessive et contagieuse aux autres pays de l'Union. Dans une telle situation la BCE peut décider d'élever son taux directeur, ainsi le pays en question se trouve dans une situation très favorable de policy mix (voir question suivantes pour une def de policy mix). A l'inverse les autres pays se trouvant dans une situation de récession vivent une situation très difficile où la hausse des taux d'intérêt déprime encore plus leurs activités économiques.

Un autre but essentiel d'une règle sur les déficits publics est de limiter la dette des Etats. Or ce n'est pas seulement le déficit qui explique l'évolution de la dette, mais aussi la croissance du PIB et des taux d'intérêt. Ainsi L'Irlande qui possédait une dette énorme (110% du PIB) dans les années 80 a aujourd'hui l'une des dettes les plus basses d'Europe malgré les nombreux déficits réalisés en cours de période et ceux grâce

à un très fort taux de croissance.

## Chocs asymétriques

Un choc asymétrique n'a qu'un impact réduit pour une économie en change flexible, puisque le taux de change s'ajuste. Mais en construisant l'Union Européenne, les pays ont perdu cette flexibilité du change, ainsi si un seul pays de la zone est touché par un choc (on parle alors de choc asymétrique puisqu'il ne frappe pas tous les pays de zone de la même façon), il ne peut ni utiliser l'instrument monétaire, ni l'instrument budgétaire.

## Les stabilisateurs automatiques

Le solde budgétaire peut être décomposé en une composante discrétionnaire (où structurelle) et une composante automatique. La composante automatique dépend du système d'impôt et de prestation mis en place. Ainsi les gouvernements n'ont aucune action sur cette composante à court terme qui est qualifiée de stabilisatrice puisqu'elle augmente en période de croissance et diminue en période de récession. Ainsi, toutes choses égales par ailleurs, le déficit a tendance à diminuer par le biais des stabilisateurs automatiques en période de croissance et à augmenter en période de récession, d'où l'effet contra cycle de ces stabilisateurs. La composante discrétionnaire n'est autre que le Solde Primaire Structurel (SPS) où en d'autres termes le solde primaire corrigé du cycle. Si le SPS augmente en période de croissance et que cette augmentation n'est pas compensée par les stabilisateurs automatiques, on parle de politique pro cyclique. A l'inverse, une politique budgétaire restrictive (un SPS réduit) en période de croissance est qualifiée de contra cyclique.

## Policy mix

Le policy mix se définit comme une coordination entre la politique monétaire et la politique budgétaire. A court terme ces deux politiques jouent en effet sur la demande agrégée et en l'absence de toute coordination, les risques sont grands de voir un jeu non coopératif sous optimal s'installer entre les gouvernements nationaux et la banque centrale. La BCE anticipant une politique budgétaire laxiste choisira pour lutter contre l'inflation un taux d'intérêt trop élevé, et les gouvernements nationaux anticipant une politique monétaire trop restrictive mèneront une politique budgétaire trop laxiste pour obtenir ainsi une baisse des taux d'intérêt. Un équilibre de coordination permet ainsi

d'améliorer la situation de tous (on parle d'équilibre Pareto optimal). Ainsi le pacte de stabilité peut être considéré comme un instrument de coordination par défaut visant à limiter les comportements laxistes à l'origine d'externalité négative. Cet instrument paraît cependant insuffisant, la prise en compte de l'inflation permettrait ainsi de pallier aux problèmes d'externalité.

Sur le long terme cette coordination n'est plus nécessaire, puisque l'action de la politique monétaire est essentiellement nominale alors que la politique budgétaire joue sur les variables réelles.

## Le Pacte et les PECO

L'adhésion des PECO appelle de nouveaux critères pour ces pays, en effet les 3% de déficit sont largement trop restrictifs pour des pays dont les besoins de financement en infrastructure sont voués à être très importants. A l'inverse le critère de dette est bcp trop laxiste dans la mesure où certains de ces pays vont connaître des taux de croissance très importants durant leur phase de rattrapage et que leur stock de dette est encore très faible en comparaison de ceux de l'Union.

## Les réformes nécessaires du pacte

- La réelle prise en compte de la dette
- La symétrie. A l'heure actuelle le pacte de stabilité impose une contrainte asymétrique dans le sens où elle contraint les pays à limiter leur politique budgétaire en période de récession (en effet les stabilisateurs automatiques creusent à eux seul le déficit), mais rien n'oblige ces pays à faire œuvre de prudence où à rembourser leur dette en période de croissance.
- La prise en compte d'un solde corrigé des effets de la conjoncture

En juin 2001, la Commission a proposé une telle réforme, l'idée est de ne plus inclure dans la norme de moyen terme les hausses du déficit dues à la baisse des recettes et à la hausse des dépenses sociales. Une telle règle laisserai jouer les stabilisateurs automatiques et autoriserait dès lors des politiques expansionnistes lors des ralentissements de croissance.

- La règle d'or

Un problème particulier du pacte est que les gouvernements peuvent être davantage tenté par une diminution des investissements publics que par une diminution des dépenses de fonctionnement. La Grande Bretagne a ainsi introduit une règle, dites

"règle d'or" qui stipule justement que le déficit public de fonctionnement doit être nul. Une telle règle sur le déficit public structurel à moyen terme et hors investissement public semble ainsi être idéale dans la mesure où elle laisserait au gouvernement des marges de manoeuvre très importantes en période de récession, mais aussi en période de croissance (les PECO pourraient ainsi mener de large politique infrastructurelle sans se soucier du déficit engendré).

---

## Chapter 5

---

# Stabilité financière ou comment maîtriser le risque systémique (td6)

"Oui, je sais, le marché vous paraît solide, les affaires marchent. Mais attendez la fin...On a trop démolé et trop reconstruit, à Paris, voyez vous ! Les grands travaux ont épuisé l'épargne. Quand aux puissantes maisons de crédit qui vous semblent si prospère, attendez qu'une d'elles fasse le saut, et vous les verrez toutes culbuter à la file..." Zola, p27, L'Argent.

Pour paraphraser Zola, pourquoi un marché qui paraît solide aujourd'hui peut-il se retourner? Comment un système bancaire peut-il être déstabilisé dans sa globalité? Ces questions sont au coeur du débat faisant suite à la libéralisation des capitaux survenue dans les années 79 - 80. Les crises deviennent non seulement contagieuses ("effet domino"), mais aussi radicales dans la mesure où la spéculation n'est plus un phénomène local mais mondial. Pour ne prendre que l'exemple des crises les plus récentes, et ayant fait suite à la libéralisation financière des années 80, citons le Krach de Wall Street (le lundi 19 octobre 1987, dit lundi noir, le Dow Jones s'effondre de 22,6%), la crise du SME (1992), la crise mexicaine (1994), puis asiatique (1997), russe (1998), et enfin les récentes crises turque et argentine (2001). Face à ces crises financières où monétaires aux conséquences "réelles" importantes, les instances internationales telle que le Fond Monétaire International, semblent impuissantes, dès lors et face à un mouvement contestataire qui s'élève il semble justifié de s'interroger sur la possibilité de stabilité financière, où de maîtrise du risque systémique dans une économie-monde intégrée.

Pour Aglietta et Moutot [3] ce risque systémique se définit comme "l'éventualité qu'apparaissent des états économiques dans lesquels les réponses rationnelles des agents

individuels aux risques qu'ils perçoivent, loin de conduire à une meilleure répartition des risques par diversification, amènent à élever l'insécurité générale", ce risque systémique est donc lié aux seuls échecs de coordination des agents.

Peut-on éradiquer ces échecs de coordination? Peut-on rétablir une information quasi-parfaite, stabiliser les marchés financiers et limiter le risque systémique telles sont les questions posées ici.

La première partie traite des crises survenues récemment, et tente d'en extraire les causes. Nous verrons notamment que l'information asymétrique et la difficulté d'évaluation des actifs sous contrainte de liquidité sont les éléments essentiels des crises. Bien sûr d'autres éléments rentrent en ligne de compte, les systèmes financiers de ces pays émergents, encore embryonnaires au moment de l'ouverture, n'ont en effet pas eu le temps de s'adapter aux nouveaux risques et enjeux d'une libéralisation financière qui arrivait trop brutalement, aussi, comme le souligne notre deuxième partie une prévention du risque par des règles prudentielle claire semble nécessaire. Mais ces règles ne sauraient être qu'une condition nécessaire et non suffisante à la stabilité financière, la finance est un pari sur l'avenir, la prise de risque en univers incertain lui est inhérente, nous verrons notamment que ni une taxe sur les mouvements de capitaux, ni un prêteur en dernier ressort limité dans les montants qu'il peut allouer ne peuvent être la solution à l'instabilité financière. Seule la création d'une banque centrale mondiale pourrait permettre de maîtriser le risque systémique.

## L'instabilité financière et ses maux

Tout comme l'Amérique latine avait été touchée dans son intégralité par la crise du Mexique en 1994 <sup>1</sup>, c'est l'ensemble des pays asiatiques qui fut touché de contagion suite à la crise financière initiée en Thaïlande. Sept ans après la crise, l'avenir de ces pays exportateurs semble toujours très dépendant des cycles de croissance mondiaux. Si l'avenir de l'Argentine après la crise de 2001 est encore plus problématique, les répercussions de sa mise en difficulté sur ses proches voisins furent limitées. Comment sont nées ces crises et comment se propagent-elles semblent être une question essentielle dont la réponse pourrait permettre d'anticiper les risques systémiques futurs. Après une brève description des crises (1), nous aborderons les problèmes d'information asymétrique et imparfaite (2).

### Les crises

#### La crise asiatique

Les capitaux mondiaux sont spontanément attirés par le modèle de développement des marchés asiatiques. La Corée du Sud, Taïwan, Singapour et Hong-Kong, dénommés les quatre "Dragons", connaissent en effet un faible taux inflation, des taux de croissance

---

<sup>1</sup>la spéculation avait gagné les pays voisins, ce phénomène fut dénommé "l'effet tequila"

sur les années 80-95 de l'ordre de 7% et une spécialisation dans des secteurs à fortes valeurs ajoutés <sup>2</sup>. Faisant des émules dans la zone, les "bébé-dragons" où "tigres" tels que la Malaisie, l'Indonésie et la Thaïlande calquent le modèle de leurs aînés et connaissent eux aussi de fort taux de croissance et un afflux massif de capitaux, mais d'une part cette affluence conduit à un surinvestissement et d'autre part l'appréciation du dollar alliée à la baisse des prix sur le marché des NTIC entraîne une perte de compétitivité de ces pays, le doute s'installe et très vite fait place à la panique. Le 3 juillet, le bath Thaïlandais considéré comme surévalué est attaqué, la fixité est abandonnée et le cours du bath chute de 25% en une semaine, les carences du système bancaire sont dès lors révélées, l'Indonésie et la Malaisie sont rapidement pris dans la tourmente, en octobre les dragons sont touchés, Hong-kong en premier lieux, puis la Corée du Sud dont la monnaie, le won, perd 50% de sa valeur. Le trésor américain intervient dans l'urgence et injecte 10 milliards de dollars en décembre, la crise cesse.

### La crise argentine

Si la crise argentine a explosée en 2001, ses origines sont à dater de l'année 1991, où pour restaurer un système monétaire dévasté par l'hyperinflation, le pouvoir en place adopte un système de change totalement fixe, un currency board rattaché au dollar. Toutes appréciations du dollar se traduit ainsi par une hausse des taux d'intérêt argentin qui étrangent l'investissement, de plus la dévaluation du real brésilien en janvier 1999, engendre une surévaluation du peso argentin sa compétitivité est ainsi grandement détériorée. Très rapidement la confiance vouée à la monnaie nationale disparaît, le dollar joue le rôle de monnaie parallèle. Enfin, le système bancaire frappé par des retraits massifs des déposants ne doit sa survie qu'à un gel des dépôts et à un contrôle serré des mouvements de capitaux. Le risque central faisant suite à cette crise réside dans la difficulté à dégeler les dépôts, non seulement le système bancaire semble fragile pour ne pas dire insolvable, mais de plus si la confiance dans le peso disparaît à nouveau, il est à craindre que les agents convertissent leurs dépôts dégelés en dollars, ce qui entraînerait une nouvelle chute de la monnaie argentine. Comme l'indique Sgard [21] (voir td) un tel risque a été jusqu'à présent évité, la dollarisation radicale de l'économie ne s'est pas produite et la pessification semble s'opérer avec réussite, ceci dit, la situation reste encore trop fragile et récente pour tirer des conclusions définitives sur l'avenir du pays.

---

<sup>2</sup>Dans les années 90, et pour ne citer que l'exemple du plus puissant des dragons: la Corée du Sud atteint le rang de seconde puissance mondiale dans la construction navale, le cinquième rang mondial dans la construction automobile et la première place mondiale sur le marché de certains semi-conducteurs. Onzième puissance mondiale, la Corée du Sud est le deuxième pays asiatique après le Japon à faire son entrée dans l'OCDE en 1997

## **A la source des crises: information asymétrique et incertitude**

### **Information asymétrique**

Au vue de ces deux crises, deux questions essentielles peuvent être posées, pourquoi y a-t-il eu surinvestissement puis rationnement du crédit en Asie? Pourquoi les dépôts ont-ils été gelé en Argentine?

Les réponses à ces deux questions mettent en scène le rôle essentiel de l'asymétrie d'information dans les échecs de coordination des agents. Avant la transaction, cette asymétrie prend la forme d'antisélection. Pour illustrer cette antisélection utilisons l'exemple de George Akerlof [5] (qui lui a valu un prix nobel) sur le marché des voitures d'occasion que nous étendrons ensuite au cas financier. Sur un marché d'occasion, les acheteurs (qui ne sont pas des experts, aucun d'eux n'est garagiste) ne connaissent pas la qualité exacte des voitures, ils fixent donc un prix moyen qui est sensé refléter la qualité moyenne du marché. L'information étant asymétrique, les vendeurs connaissent parfaitement la qualité du bien vendu, ainsi les détenteurs de bonne voiture, dont le prix est supérieur à la moyenne seront peu incités à vendre sur un tel marché. Un peu comme la mauvaise monnaie chasse la bonne<sup>3</sup>, les mauvaises occasions chassent les bonnes, il ne reste donc sur le marché des occasions que de vieux tacots.

Un tel schéma se reproduit de façon quasi identique sur les marchés financiers, les banques ne connaissant pas la vraie valeur des investissements réalisés par les emprunteurs auxquels ils font face, fixent un taux d'intérêt moyen censé refléter une prise de risque moyenne des investisseurs. Ce taux d'intérêt est alors trop élevé pour les investissements rentables et peu risqués, qui préfèrent dans une telle situation s'auto financer, il ne reste donc que de mauvais emprunteurs sur le marché. En période de crise, les banques sont incités à prêter moins (rationnement du crédit) ce qui entraîne une hausse des taux d'intérêt, qui fait à nouveau fuir les bons emprunteurs... De plus une fois la transaction réalisée, cette hausse des taux, du fait d'une asymétrie d'information toujours présente, peut entraîner d'autres effets pervers, on parle alors d'aléa moral. En effet la rentabilité d'un investissement étant la différence entre la rentabilité et le taux d'intérêt, il est rationnel pour l'investisseur de rechercher une rentabilité supérieure au taux d'intérêt, donc plus le taux d'intérêt est élevé, plus la nécessité d'extraire un rendement important est grande, l'emprunteur se lance alors dans des investissements risqués. La probabilité d'échec de l'investissement augmente et avec elle celle du risque crédit. Ce risque de défaut de l'emprunteur est de plus d'autant plus grand que l'attention de la banque sur l'utilisation des fonds empruntés est faible. En d'autres terme, en période d'euphorie, les banques ont une tendance au laxisme, ce qui explique le surinvestissement souvent réalisé dans un tel contexte, en période de récession, à l'inverse, ces même banques font preuve d'une méfiance absolue qui peut bloquer les innovations où projets viables.

---

<sup>3</sup>Comme le souligne Akerlof, la comparaison avec la loi de Gresham est limitée à sa conclusion, dans la mesure où concernant la monnaie, l'info n'est pas asymétrique, tous le monde connaît la mauvaise monnaie.

## **L'incertitude**

L'asymétrie d'information n'est cependant pas la seule source du risque systémique, l'évaluation de la valeur en univers incertain sous contrainte de liquidité est le deuxième élément explicatif des échecs de coordination.

En effet l'information peut être symétrique, mais tout de même imparfaite, imiter les autres est alors rationnel car leurs actions où simples anticipations se transforment en informations. On assiste alors à des prophéties auto réalisatrices. En effet, à la baisse comme à la hausse si l'ensemble du marché devient offreur où demandeur, les prix chutent où à l'inverse flambent, le prix plancher, où plafond disparaît, le stress apparaît, où la confiance excessive s'installe ballotant de la sorte les marchés financier de panique en euphorie.

# **L'instabilité et ses remèdes**

## **La prévention des crises**

- La réglementation. Lorsqu'une crise apparaît nombreux sont les observateurs à pointer du doigt les carences des normes prudentielles, manque de transparence, ratio de réserve insuffisant, corruption et collusion avec les gouvernements... Imposer des règles, et un contrôle de leurs applications semble donc nécessaire, ceci dit la diversité réglementaire et prudentielle existera toujours, non seulement car elle permet aux institutions de se différencier et donc de posséder des positions de monopole, mais aussi car elle permet d'attirer des investisseurs qui recherchent des rendements élevés. En d'autre terme tant qu'il y aura de la demande de placement risqué, il y aura de l'offre et les règles ne seront pas respectées.
- La taxe Tobin. Taxe de 0.1% sur les transactions. Pb de sur réaction des marchés pour récupérer la taxe.

## **La gestion des crises**

- Les solidarités de place. LTCM, fond de pension américain ayant fait faillite suite à la crise asiatique et russe, a été sauvé par la fed qui a fait appel à une douzaine de banques internationales pour recapitaliser les fonds du défaillant.
- Le FMI. Deux pbs: les fonds ne sont débloqués qu'après de longues négociations. Les ressources du FMI sont trop faibles pour stopper la crise (manque de crédibilité).

## Conclusion

voir td (Le Cacheux[15], p55-56).

---

# Chapter 6

---

## Bien être et croissance (td7)

### Indicateurs de bien être

1. Que pensez vous de l'assertion suivante de G. Mankiw : « Le niveau du PIB réel est un bon indicateur de la prospérité économique, et son taux de croissance est un bon indicateur du progrès économique. » C'est faux! Pb du PIB:
  - Economie souterraine: Fraude fiscale, travail au noir
  - Biens et services non échangeables: les px divergent entre nations ce qui rend difficile les comparaisons (PIB PPA résout partiellement ce pb)
  - Aménités
2. Définissez d'autres indicateurs de « bien être » et les principaux problèmes qui leurs sont liés.
  - L'indicateur de développement humain (IDH)

L'IDH est la somme pondérée de quatre indicateurs qui sont le PIB réel par habitant ajusté (exprimé en PPA), le taux d'alphabétisation des adultes, la moyenne d'années d'études et l'espérance de vie à la naissance. Le PIB réel par habitant ajusté et l'espérance de vie compte pour 1/3 dans le calcul de l'IDH, alors que le taux d'alphabétisation et la moyenne d'étude représente respectivement 2/9ème et 1/9ème de l'IDH.

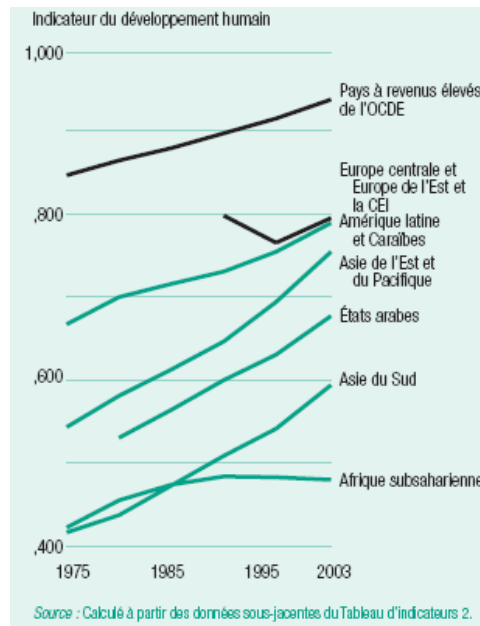


Figure 6-1 Indicateur de Développement Humain (Source: PNUD (2005))

Les trois pays ayant le meilleur IDH sont la Norvège, l'Islande et l'Australie, cette dernière gagnant 7 places en comparaison à un simple classement par PIB par tête PPA.

Sur le graphique 6-1, nous observons de plus qu'une majorité de pays observe une croissance ininterrompue de leurs IDH depuis 1975 à l'exception notable des pays d'Afrique Sub-Saharienne.

Le problème essentiel de cet indicateurs est que i) le choix des indicateurs n'est basé sur aucune justification théorique. A titre d'exemple, les droits de l'homme, le taux de mortalité juvénile (le graphique 6-2 illustre ainsi que si l'espérance de vie régresse en Afrique Sub-saharienne sur la dernière décennie (guerre civile, génocide) il est à noter que le taux de mortalité juvénile (graphique 6-3) s'améliore, signe d'une diffusion des progrès de la médecine), le temps de travail (travailler 35h en France où 60h au Japon est ce identique en terme de développement?) pourrait tout aussi bien être pris en compte ii) le choix des pondérations est tout aussi arbitraire.

- L'indicateur sexospécifique du dev humain (ISDH)

Il est composé des même variables mais corrige les disparités entre hommes et femmes pour l'espérance de vie, le revenu et l'éducation.

Le premier résultat essentiel de cet indicateur est qu'aucun pays ne traite les femmes aussi bien que les hommes, l'ISDH est en effet toujours inférieur à l'IDH.

- L'indicateur de pauvreté humaine (IPH)

Il est composé de trois variables qui sont l'espérance de vie, le taux d'alphabétisation et les conditions de vie qui sont analysées au travers de l'accès aux services de santé,

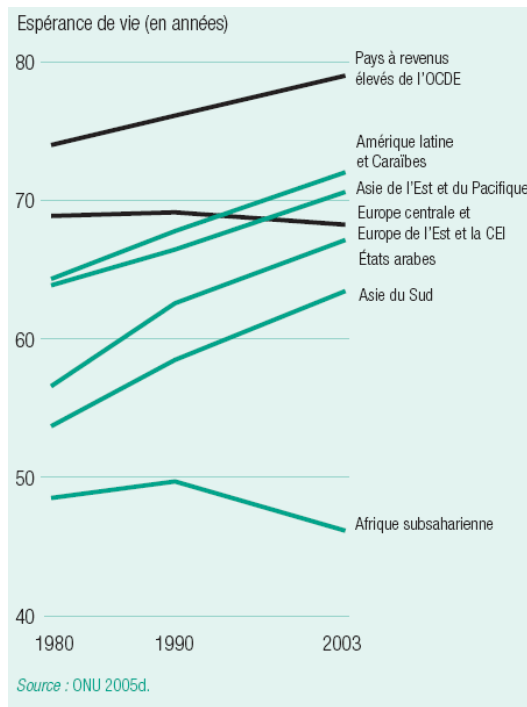


Figure 6-2 Espérance de vie

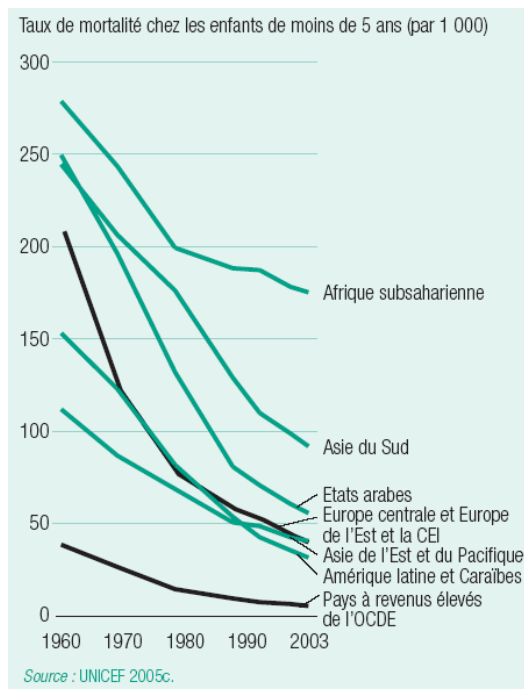


Figure 6-3 Taux de mortalité juvénile

de l'accès à l'eau potable, de la part des enfants de moins de 5 ans victimes de malnutrition.

## Croissance, le modèle de Solow-Swan

En 1956, deux articles majeurs écrit séparément par Robert Solow, et Swan jettent les bases d'une analyse néoclassique de la croissance. Dans ces modèles la productivité marginale des deux facteurs travail et capital est supposée être décroissante <sup>1</sup> et le troisième facteur de production, le progrès technologique est considéré comme étant exogène<sup>2</sup>. Ces modèles mettent en exergue un résultat fondamental:

- Sans progrès technologique, la croissance ne peut être que temporaire. Stimuler l'épargne ou réduire la croissance démographique ne fait que repousser à plus tard l'arrêt de la croissance, cette stimulation où respectivement réduction permet cependant d'obtenir un niveau de production plus élevé. Seule une croissance exogène du progrès technologique peut donc stimuler durablement la croissance du PIB.

Si le modèle de Solow-Swan représente une avancé certaine dans la théorie de la croissance, sa portée et son pouvoir explicatif sont limitées par trois hypothèses, avant de les exposer commençons par définir la fonction de production agrégée, c'est à dire la fonction de production nationale utilisée dans ces modèles:

$$Y = F(K, AL)$$

où le capital physique est noté K, le travail L, et A le progrès technique (que nous supposerons égal à 1 jusqu'à la dernière sous-section). Cette fonction de production vérifie les conditions néoclassique (d'Inada) et possède entre autres les propriétés suivantes:

1. les rendements d'échelle sont constants, augmenter x fois la quantité de tous facteurs utilisés (capital K et travail L) permet une augmentation de production strictement égale à x.
2. la productivité marginale des facteurs est positive et décroissante
3. le progrès technique est providentiel, la quantité de travail où de capital utilisée ne l'affecte pas.

Dépassant ces hypothèses, la théorie de la croissance endogène suppose à l'inverse des rendements croissants, productivité marginale du capital qui ne décroît pas lorsque le stock de capital augmente, et un progrès technologique endogène.

<sup>1</sup>exemple: deux étudiants n'ayant pas d'ordi ne produisent pas d'exposé power point, deux étudiants avec un ordi produisent un exposé de 20 diapos, deux étudiants avec deux ordi produisent un exposé de 21 diapos. La productivité marginale du capital "ordi" est ainsi décroissante

<sup>2</sup>Le progrès technique ne dépend ni de la quantité de travail, ni de la quantité de capital utilisé lors du processus de production.

## Miracle éphémère

L'hypothèse de rendements constants permet de réécrire la fonction de production sous forme intensive:

$$\begin{aligned} Y &= LF(K/L, 1) = Lf(k) \\ \Leftrightarrow y &= f(k) \end{aligned}$$

où  $k$  représente l'intensité capitalistique ( $= K/L$ ) et  $y$  le produit par tête ( $= Y/L$ ).

Ce produit par travailleur  $y$  est dépensé entre consommation et investissement:

$$y = c + i$$

La consommation étant définie comme la part du revenu qui n'est pas épargnée ( $c = (1 - s)y$  où  $s$  est un taux d'épargne constant), l'équation ci-dessus peut se réécrire  $y = (1 - s)y + i$ , ce qui nous permet de vérifier, après réarrangement, que l'investissement est ainsi égal à l'épargne  $i = sy$ , en remplaçant  $y$  par  $f(k)$  nous obtenons l'équation d'investissement par travailleur propre au modèle de Solow-Swan:  $i = sf(k)$ . Si cet investissement est un élément essentiel dans l'explication de l'évolution du stock de capital, il n'en est pas moins qu'une composante, en effet l'amortissement du capital installé doit aussi être pris en compte dans cette évolution:

$$\text{variation du stock de capital} = \text{investissement} - \text{amortissement} \quad (6.1)$$

$$\Delta k = i - \delta k \quad (6.2)$$

$$\Delta k = sf(k) - \delta k \quad (6.3)$$

Cette équation alliée à la productivité marginale décroissante du capital est essentielle: si l'investissement est supérieur à l'amortissement le stock de capital augmente, or lorsque la quantité de capital augmente la production augmente elle aussi mais de moins en moins. Ainsi plus le stock initial de capital sera faible plus sa variation positive aura un impact fort en terme de croissance économique. A l'inverse si l'amortissement est supérieur à l'investissement le stock de capital se déprécie, la production diminue alors avec cette "destruction" de capital, et elle diminue de plus en plus. Enfin lorsque l'investissement compense exactement l'amortissement il n'y a aucune variation du stock de capital, dans un tel cas il n'y a aucune raison autre qu'exogène pour que le niveau de production varie, la croissance est nulle, l'économie a atteint son niveau stationnaire.

La forte croissance des économies japonaise et allemande au sortir de la seconde guerre mondiale constitue une illustration classique de ce modèle. La figure illustre ce modèle, en abscisse est représenté le stock de capital par tête et en ordonné le niveau de production (l'amortissement, et l'investissement). Après une destruction massive du stock de capital, les économies d'après guerre se trouvent propulsé du point A où elles produisaient une quantité relativement importante (elles convergeait vers un état stationnaire C) au point B où leurs niveau de production était très faible. Mais le point B étant caractérisé par un fort investissement et un faible taux d'amortissement, l'augmentation du stock de capital  $y$  est importante, et comme le stock initial après

destruction est faible, cette augmentation de capital engendre une forte croissance de la production, les économies retrouvent alors rapidement leurs niveau de production B et converge d'après le modèle vers un Etat stationnaire C.

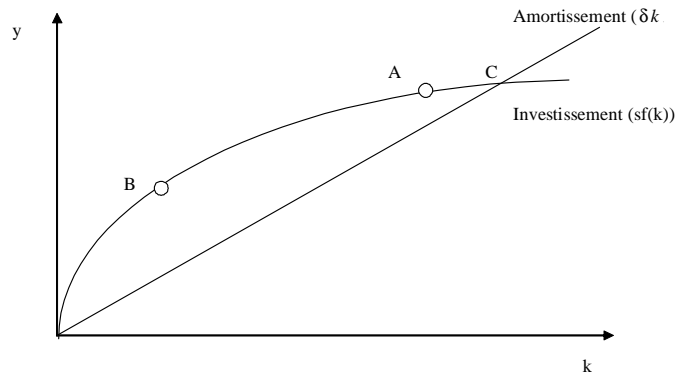


Figure 6-4 Les miracles japonais et allemand d'après guerre

Cette analyse est forte d'enseignement, premièrement elle est pessimiste vis à vis d'une possibilité de croissance infinie, mais elle l'est par contre beaucoup moins en ce qui concerne une possibilité de convergence des nations. En effet les pays développés devraient atteindre un niveau stationnaire sans croissance (point C), alors que les pays en développement, ne disposant que d'un faible stock de capital (point B) devraient connaître une forte croissance leurs permettant de converger en terme de revenu par tête vers les nations les plus riches. Ce raisonnement suppose cependant que les nations possèdent des taux démographiques et d'épargne identiques, c'est la raison pour laquelle on parle de **convergence conditionnelle**.

### Abstinence, épargne et progrès

La section précédente nous annonçait une convergence des PIB par tête entre nations, un simple coup d'oeil à la figure 6-5, qui décrit l'évolution des PIB par tête africain rapporté au PIB par tête américain, montre qu'il n'en est rien au contraire l'écart tend à s'accroître entre les deux groupes (puisque le ratio diminue). L'existence de taux d'épargne ou de croissance démographique différents peuvent en fait expliquer que deux pays aient des états stationnaires divergents.

### La croissance démographique et croissance du taux d'épargne

Jusqu'à présent nous avons négligé le rôle de la croissance démographique, or une augmentation de la population induit toutes choses étant égale par ailleurs une diminution du stock de capital par tête, l'équation (6.3) doit être réécrite de sortes à introduire

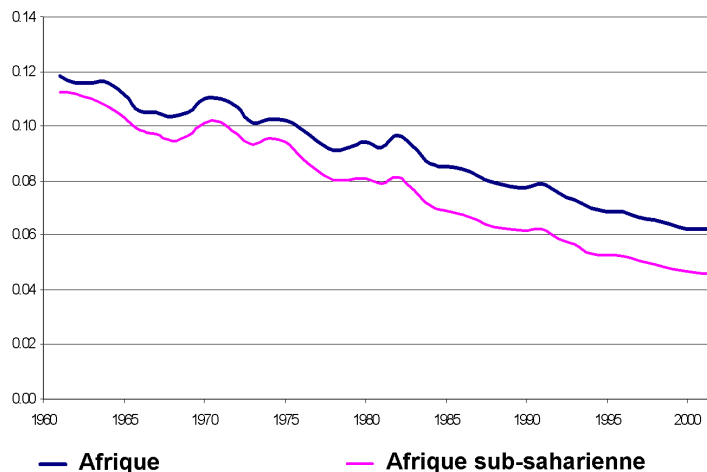


Figure 6-5 PIB par tête Africain relatif au PIB par tête américain

cette nouvelle variable:

$$\begin{aligned} \Delta k &= sf(k) - \delta k - nk \\ \Leftrightarrow \Delta k &= sf(k) - (\delta + n)k \end{aligned}$$

où  $n$  est le taux de croissance de la population.

La figure 6-6 ci-dessous montre ainsi qu'une croissance de la population abaisse l'état stationnaire du point A au point B, la croissance cesse donc pour un niveau de production par tête inférieur. Comme l'illustre la figure 6-7, une variation négative du taux d'épargne parce qu'elle diminue l'investissement, a elle aussi un effet négatif sur le niveau de production qui chute de A vers B. En d'autre terme une forte croissance démographique et un faible taux d'épargne sont néfastes, les stimuler permet d'obtenir un niveau de production supérieur (passage de B vers A). Ceci dit, la croissance de la production par tête suite à cette stimulation n'est jamais que temporaire, arrivé en A, le taux de croissance est égal à 0.

Si désormais on étudie ces deux graphiques en raisonnant sur deux pays au lieu d'un seul, on comprend mieux que des pays ayant un fort taux de croissance démographique (situé en B) tels que les pays africains, ne convergent jamais vers des pays aux taux plus faibles (point A), leur niveau stationnaire est tout simplement inférieur. De même en économie fermée, un pays ayant un taux d'épargne plus faible investira moins d'où une différence dans les niveaux de production.

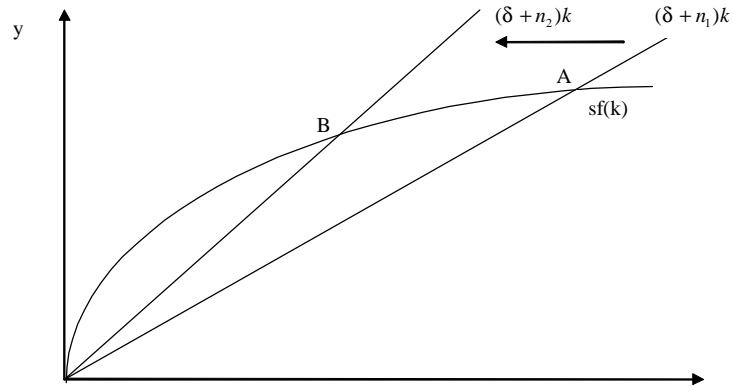


Figure 6-6 Impact démographique

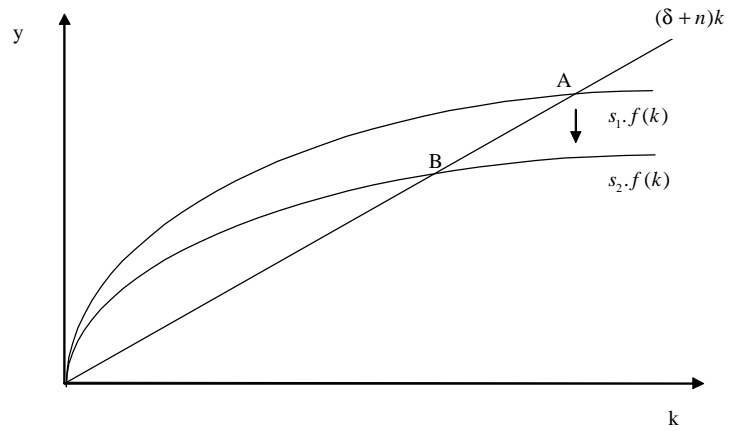


Figure 6-7 Impact de l'épargne

### Le progrès technologique

Pour Solow le progrès technologique affecte la productivité par travailleur<sup>3</sup>, les progrès de la médecine, la formation peuvent ainsi être des éléments explicatifs de cette modélisation:

$$Y = F(K, AL)$$

Ce qui comme précédemment peut être réécrit:

$$y = f(k)$$

avec désormais  $y = Y/(AL)$  et  $k = K/(AL)$ .

La croissance du progrès technique au taux  $g$  se reflète évidemment sur le stock de capital par tête qui sera plus faible (le progrès augmente la productivité des travailleurs, ainsi tout se passe comme s'il y avait plus de travailleurs, cette nouvelle introduction ressemble donc fort à l'introduction de la croissance démographique analysée précédemment):

$$\Delta k = sf(k) - (\delta + n + g)k$$

Cette équation est très similaire aux précédentes et pourrait laisser penser à première vue, que le progrès technologique n'a pas d'impact persistant sur le niveau de croissance de long terme, il n'en est pourtant rien, dans la mesure où le progrès augmente la productivité de chaque travailleurs au taux  $g$ , la production totale augmente au taux  $n + g$  (remarque  $n \times g$  devient  $n + g$  en log variation). La présence de progrès technique permet donc une croissance infinie, l'état stationnaire peut toujours être repoussé.

---

<sup>3</sup>Cette modélisation est dénommé "neutralité du progrès technique au sens de Harrod". Les conditions d'Inada impliquent que ce progrès technique pourrait tout aussi bien être affectée au capital, où aux deux facteurs sans modifier les conclusions du modèle.



---

# Chapter 7

---

## Le chômage (td8)

"Ce qui me frappait le plus, c'était l'apparence fantastique de cette vieille femme, qui était pourtant une paysanne, mais qui ne tenait aucun compte des dimanches, et filait sa quenouille ce jour-là avec autant d'activité que dans la semaine, bien que l'observation du chômage soit une des plus rigoureuses habitudes du paysan de la vallée noire". Georges Sand

Chômer, du latin caumare provient du grec kauma et se traduit littéralement par "chaleur torride", durant les périodes de fortes chaleurs les travailleurs se voyaient en effet dans l'obligation de cesser toute activité. Aujourd'hui encore ce terme fait référence au repos forcé, mais sa définition s'est précisée. Du temps de Georges Sand le chômage n'est ainsi rien d'autre qu'un jour de repos, le dimanche. Les sans-travail qui en recherchent un, ne sont pas qualifiés de chômeur, mais rejoignent plutôt dans la conscience collective d'alors les nécessiteux où encore les saltimbanques. La catégorie chômeur va ainsi se définir tardivement. Il faut attendre 1905, pour que la "Chartre de l'assurance française contre le chômage" voit le jour. Cette chartre, reprise dans ses principes en 1958 lors de la création des ASSEDIC pose les premières bases d'une comptabilisation des chômeurs. Le chômage se révèle ainsi avec l'apparition de l'Etat Providence. Concernant 200 000 personnes en 1962 il atteint les 2,7 millions aujourd'hui. Depuis le milieu des années 80, le taux de chômage oscille ainsi entre les 9% en période croissance (début 1991, fin 2001) et les 12% dans les années de crise (1994-1997). Ces chiffres déjà fort importants ne recouvrent pourtant qu'une partie de la réalité du marché du travail. En effet, si un chômeur se définit comme une personne étant à la recherche d'un emploi et étant disponible pour cet emploi, la frontière entre emploi, inactivité et chômage semble opaque. En guise d'exemple, les cessations anticipées d'activité où encore les formations professionnelles des demandeurs d'emploi, en mettant en indisponibilité une part de la population ont tendance à diminuer de

façon fictive le nombre de chômeur. Il en va de même des chômeurs dits découragés, qui sont déclassés du décompte et comptabilisés dans la population inactive. Enfin l'emploi à temps partiel "forcé", où les emplois à temps plein exercés de façon discontinue (travail saisonnier, travail intérimaire) allègent eux aussi les chiffres du chômage tout en traduisant pourtant la même volonté de recherche d'un emploi à temps plein. On le voit, le taux de chômage n'est qu'un indicateur partiel du désir d'obtenir un emploi.

## Evolution et victimes

Quelle est la filière qui permettra d'obtenir un emploi? Voici une question que bien des étudiants se posent, et ils se la posent à juste titre, le chômage à ses victimes, les jeunes et les peu qualifiés sont ainsi les premiers frappés par l'exigence des employeurs qui disposant d'un plus large choix du fait d'un chômage massif opèrent d'une sélectivité plus grande à l'embauche. Le graphique 7-1 (Source: [www.travail.gouv.fr](http://www.travail.gouv.fr)) illustre ainsi que le chômage des jeunes est quasiment toujours plus de deux fois supérieur à celui de leurs aînés. Il semble aussi plus sensible à la conjoncture économique de la nation.

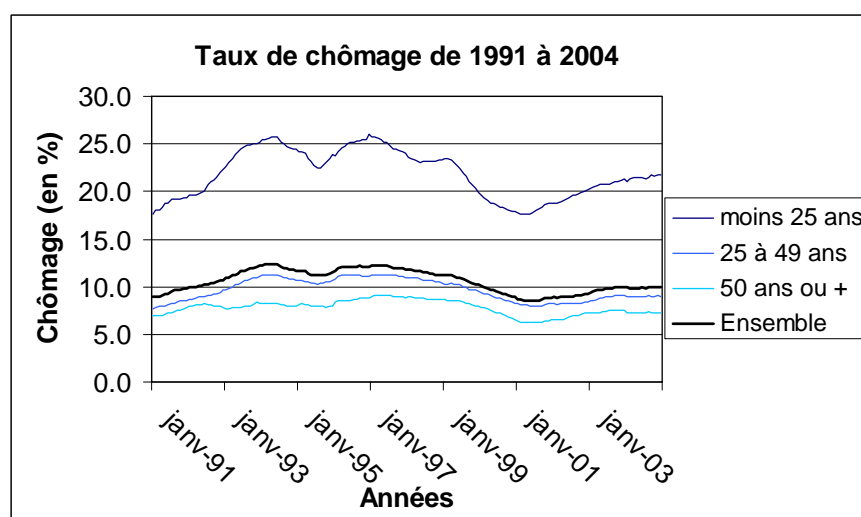


Figure 7-1 Taux de chômage français par âge

Ainsi (fig 7-2, Source: Eurostat, Enquêtes sur les forces de travail) moins de 30% des 15-24 ans ont un emploi en 2002, ce chiffre qui a décrié encore sur les années 2003 et 2004, relève quasiment de l'exception française, puisqu'il nous situe bien en dessous de la moyenne européenne dont le taux d'emploi atteint les 40% pour cette même classe d'âge.

Les peu diplômés sont comparativement tout aussi mal lotis puisque près de 12% d'entre eux sont au chômage (voir texte de Salanié, tableau p86).



Figure 7-2 Comparaison européenne des taux d'emploi des jeunes

## Causes et solutions

### Les chômages

Le chômage classique provient des rigidités sur le marché du travail. Coïncidence d'un double déséquilibre : offre de travail > demande de travail et demande de biens > offre de bien. Les capacités d'absorption ne sont pas satisfaites : sur le marché des biens, les entreprises pourraient vendre davantage, mais les salaires sont trop élevés (coûts salariaux supérieurs à la productivité) pour qu'elles se décident à embaucher. Le système est ainsi bloqué. Accepter qu'une économie ait des salaires élevés, c'est donc accepter une certaine dose de chômage. Dans la mesure où ce sont les salariés qui font ce choix, les Néo-Classiques parlent de chômage volontaire. Ces rigidités peuvent être dues à deux types d'agent : i) l'Etat (smic) ii) les syndicats (c l'hypothèse d'atomicité qui est alors violée).

Les post-keynésiens considérant ces rigidités, trouvent une explication alternative. Pour eux ces rigidités ne sont pas du fait des salariés, mais sont issues d'une certaine rationalité des entrepreneurs, c'est la théorie des contrats implicites. Selon cette analyse, les salariés et entrepreneurs passent un contrat implicite, ces deux agents préférant l'un et l'autre que les salaires soient stables et qu'ils ne varient pas en fonction de divers chocs. Cette fixité des salaires se comprend aisément du côté des salariés, mais pourquoi les entrepreneurs auraient-ils intérêt à une certaine fixité des salaires générateur de chômage (involontaire cette fois puisqu'il provient de la demande). La raison se trouve dans la difficulté de déterminer un salaire égal à la productivité marginale des travailleurs, encore une fois les problèmes d'incitations et d'information imparfaite apparaissent, en effet dans la mesure où il est difficile pour l'employeur de « mesurer » la productivité réelle de ses travailleurs, il fixe un salaire d'efficience plus élevé que le salaire d'équilibre de sorte à inciter ses travailleurs à révéler leur qualité et évitent de

"tirer au flanc". Ce genre d'incitation permet aussi de limiter les coûts de turn over<sup>1</sup>.

## Trappes d'inactivités et hystérèse

Selon certains auteurs le chômage français s'explique par le caractère peu incitatif du marché du travail.

- Le RMI qui s'élève à l'heure actuelle à 420 euros par mois, fait ainsi souvent figure de bouc émissaire puisqu'il désinciterait les agents à trouver un emploi au SMIC à temps partiel (un des problèmes du RMI réside dans sa "différencialité", chaque euro gagné de part son emploi est déduit du RMI). Certes, un temps partiel au SMIC permet de gagner 480 euros soit à peine 60 euros de plus, mais cette désincitation est grandement effacée si l'on considère un temps plein, le salaire mensuel est ainsi doublé (960 euros mensuel).
- Les allocations familiales (l'Allocation Parentale d'Education (APE) verse, à partir du deuxième enfants, 500 euros par mois pendant trois ans) et autres aides au logement où aides locales (gratuité des transports, de la cantine) sont aussi très souvent incriminées. Selon Anne et L'Horty (2000) un couple avec deux enfants sans emploi gagne 1600 euros par mois, or si un seul membre du couple retrouve un travail, sa rémunération doit atteindre 1300 euros pour compenser la perte des avantages sociaux lié à la reprise d'activité. En d'autre terme un emploi au SMIC sonne comme une perte financière de l'ordre de 300 euros.

Le RMI tout comme une grande partie des aides constituent d'importants progrès sociaux, ils assurent notamment un plancher de sécurité aux plus démunis, aussi la sortie de la crise ne peut pas se faire par le bas (cad par une suppression de ces progrès) mais par le haut, en incitant davantage ceux qui perçoivent ces aides à retourner vers le marché du travail. En effet plus le temps d'emprisonnement dans une trappe à inactivité est grand plus les probabilités de retrouver un emploi sont faibles. C'est suite à ce constat qu'a été instaurée en 2000 la Prime Pour l'Emploi (PPE), dont l'ambition était de redistribuer des revenus vers les bas salaires et d'encourager ainsi la reprise d'activité. Selon Laroque et Salanié (2002) l'effort est cependant modeste, puisque la PPE ne permet qu'une augmentation du SMIC de 5% (à titre de comparaison les auteurs soulignent que l'Earned Income Tax Credits américain dont la PPE s'inspire permet une hausse du salaire minimum de 34%). Quoiqu'il en soit l'ensemble de ces arguments visant à accroître l'offre de travail semblent parfois occulter le fait que le problème du chômage peut provenir en fait de la demande comme le souligne Fitoussi "les procédures qui consistent à forcer l'insertion sur le marché du travail reviennent à accroître l'intensité de la concurrence entre travailleurs et ne peuvent donc réussir que si les salaires baissent"

Autre coupable (côté demande):

---

<sup>1</sup>Une autre explication repose sur les problèmes d'insider (travailleur déjà embauchés)/outsider(travailleurs voulant rentrer). Les insider détiennent les conditions de travail, on ne peut pas les virer, et si on tente d'augmenter la concurrence en intégrant un outsider qui acceptera un sal inférieur, les insiders peuvent tjs diminuer la productivité de l'équipe.

- Le SMIC, selon Salanié [20] "quand les choses vont mal, les jeunes diplômés doivent réduire leurs prétentions salariales afin de trouver un emploi [...] par définition, le coût du salaire minimum constitue surtout un obstacle à l'emploi de catégories de travailleurs que les employeurs jugent peu productifs. C'est bien le cas des peu diplômés". Dans la même veine Piketty [17] souligne que le secteur des services emploie davantage de personnes peu qualifiées aux USA qu'en France, il estime ainsi en millions le manque d'emploi occasionné par le SMIC. Ces arguments n'ont pas mené à une diminution du SMIC net, mais le coût du SMIC pour l'employeur a cependant diminué au cours de la décennie passée et ceux par le biais d'allègements successifs des charges sociales.

Les effets négatifs du SMIC sont cependant analysés sur un marché en concurrence pure et parfaite, pourtant comme l'a démontré Stigler [19], si la demande de travail est assimilée à un monopsonne, alors une augmentation du salaire minimum permet sous certaines conditions une baisse du chômage. En effet, un monopsonne rémunère le travail marginal à un niveau inférieur à sa productivité marginale, en d'autres termes, le salaire versé est inférieur au salaire qui égaliserait l'offre et la demande de travail, dans ces conditions, tant que le salaire minimum n'égalise pas ce salaire concurrentiel, une hausse du SMIC permet d'augmenter l'emploi<sup>2</sup>.

### **Concurrence fiscale et immigration, l'exemple Irlandais**

Le taux de chômage irlandais de l'ordre de 17% en 1986 est passé à 4% en 2002. Comme le souligne Blanchard cette dynamique trouve ses origines dans les avantages fiscaux proposés par ce pays qui ont contribué à attirer des investissements étrangers, d'où une hausse de la demande de travail qui ne s'est pas traduite par une augmentation importante des salaires en raison d'une politique d'immigration très ouverte, de fait la hausse des salaires fut inférieure à la hausse de la productivité d'où une hausse des profits qui attira de nouvelles entreprises.

---

<sup>2</sup>Pour approfondir ce point voir Cahuc et Zylberberg [9] et pour une autre analyse basée sur le modèle Schumpétérien de création/destruction voir Gaffard [11].



---

## Chapter 8

---

# Mondialisation commerciale(td9)

Le débat protectionnisme/libre-échange semble être intemporel, au 19ème les propriétaires terriens anglais se battaient pour obtenir une protection maximale de leurs secteurs, à l'inverse les industriels désirant obtenir une baisse de leur main d'oeuvre défilaient au congrès pour abroger les historiques lois céréalières (corn law), aux Etats-Unis le débat de politique commerciale suivait un schéma tout aussi passionné mais inversé, les Etats du Nord à l'industrie balbutiante désiraient se protéger de la concurrence extérieure (en 1828 les importations de biens industriels sont taxés en moyenne de 50%), les Etats du Sud à l'inverse, grands exportateurs de coton et de tabac militaient pour une libéralisation importante de l'économie. Aujourd'hui, les travailleurs peu qualifiés des pays développés sont les premières victimes de la mondialisation des échanges et s'affichent en faveur d'un protectionnisme partiel de l'économie.

Pourtant le protectionnisme n'a pas bonne réputation auprès des économistes. A l'heure des Corn Laws, Ricardo, considère qu'une croissance de la population implique l'exploitation de terre agricole moins productive, d'où une hausse des prix agricoles favorable aux propriétaires fonciers dont la rente augmente et néfaste aux industriels dont les profits sont comprimés. A long terme aucune croissance économique n'est possible. Commerce et progrès technique sont alors les deux seules solutions pour repousser cet état stationnaire par une diminution relative des prix agricoles. L'échange international basé sur les avantages de chacun serait ainsi bénéfique au bien être global de toutes les nations. Bien sûr de tels arguments ont eu, et ont toujours de fervents opposants. Selon une tradition Léniniste, le commerce entre nations développées et en développement n'est jamais qu'un rapport d'exploitation des premiers sur les derniers, selon une tradition allemande, le protectionnisme serait bénéfique aux industries naissantes, pour les nouvelles théories du commerce enfin, une protection sectorielle stratégique pourrait même être à la source de gains.

Au vue de ces arguments, et face à un courant alter-mondialiste grandissant, une réflexion sur le protectionnisme s'impose. Bénéfique à certains groupe d'intérêt, le protectionnisme est-il profitable aux nations et donc envisageable? Quels sont les groupes, où pays qui en bénéficie le plus, ou en d'autres termes, à qui sert le protectionnisme? Et enfin sous quelle forme est-il le plus efficace ou le moins dommageable, semblent être les questions essentielles afférant à ce thème.

L'objet de notre première partie sera d'expliquer l'existence du protectionnisme. En effet si le protectionnisme est néfaste à une grande masse de consommateur alors qu'il n'est bénéfique que pour une simple minorité de producteur, pourquoi existe t-il? Deux raisons se bousculent, la première est que des pan entier de l'économie bénéficie du protectionnisme (l'agriculture par exemple) et s'il est vrai que ces secteurs ne représente qu'une faible part des emplois, ils sont davantage organisé et informé que la somme atomistique des consommateurs, ils sont dès lors bien plus efficace politiquement. La deuxième raison est tout aussi politique mais emprunte un canal différent. En effet, le travail peu qualifié étant relativement rare dans nos économies développés, il est relativement au reste du monde bien rémunéré, ce qui incite les firmes nationales à se délocaliser à l'étranger. Comme ces délocalisation concerne souvent de grosse entreprise elles créent d'un coup des centaines de pertes d'emploi et sont donc très médiatisées, la pression politique pour maintenir une certaine protection sur ces secteur est ainsi souvent forte. Après avoir ainsi montrer que le protectionnisme sert des intérêts particuliers nous montrerons qu'il est difficilement profitable au bien être global de la nation.

## Protéger des intérêts particuliers

### Sur le court terme

Dans nombre de pays développé, le secteur textile qui fut à la source de la seconde révolution industrielle, est désormais un secteur en déclin, l'Union Européenne possède ainsi un désavantage comparatif dans ce secteur (voir tableau, désavantage=-4.8) les entreprises se sont souvent délocalisées pour profiter d'une main d'oeuvre relativement moins coûteuse, où ont péri face à la concurrence des pays du magreb où d'asie, nous avons ainsi tendance à importer ce type de bien. A l'inverse, des industries de pointe (chimie, mécanique) trouvent dans les économies développé un terreau fertile à leurs développement. Sans surprise sur le court terme, le secteur importateur aura tendance à être demandeur de protection, une taxe sur les importations permet en effet de maintenir un prix vente élevé, et préserve de la sortes la compétitivité du secteur sur le marché local en dépit des coûts de production relativement élevé. Pour rester compétitif sans protection ce secteur devrait baisser l'ensemble de ses rémunérations, cette possibilité étant souvent rendu difficile en raison de rigidités légales existantes, la déprotection se traduit par du chômage. L'ensemble des facteurs de production, travail et capital (capital au sens large, c'est à dire comprenant le capital physique et

Données	Afrique sub-saharienne	Asie du Sud-Est	Chine élargie	Europe de l'Est	Union Européenne (15)
Energétique	34.7	-13.1	-4.7	23.8	-17.4
Agro- alim	9.4	-0.4	-1.7	-1.3	-2.4
Textile	-2.9	13.2	16.2	-2.1	-4.8
Bois papiers	-2.6	1.3	7.6	-0.2	0.5
Chimique	-9.8	-3.1	-4.5	-7.0	11.2
Sidérurg.	1.4	-1.9	-3.3	6.9	0.5
Non ferreux	9.0	-2.1	-2.2	5.7	-2.2
Mécanique	-18.1	-6.6	-5.5	-8.2	12.5
Véhicules	-6.2	1.1	-2.0	-4.2	6.9
Electrique	-4.3	-0.6	3.4	-2.4	1.3
Electron.	-8.7	14.5	0.2	-8.4	-3.7

Figure 8-1 Avantage comparatif révélés en 2002 (source: calcul de l'auteur basé sur CHELEM)

humain) utilisé dans le secteur importateur seront donc les grands perdants de cette ouverture. A l'inverse le secteur exportateur en sera le grand bénéficiaire, le bien vendu dans ce secteur est désormais relativement plus cher, ce qui permet aux exportateurs d'augmenter la rémunération de tous leurs facteurs. Les détenteurs de capitaux et les travailleurs de ce secteur sont donc les gagnants d'une libéralisation commerciale du secteur importateur.

### Sur le long terme

Sur le long terme, cependant la mobilité des facteurs va jouer un rôle fondamental, la done est en effet changée et les facteurs relativement abondants de nos économies quelques soit leur appartenance au secteur exportateur où importateur seront les gagnants de l'ouverture commerciale, à l'inverse les facteurs rares en seront les victimes (Exemple, si la France est fermé au reste du monde le facteur peu qualifié, qui est rare dans notre économie est relativement bien rémunéré, si l'économie française s'ouvre, cette rareté disparaît, les travailleurs peu qualifiés français sont en concurrence avec ceux du monde entiers). Imaginons une économie où le bien exporté est un bien à forte contenance technologique (TGV) noté T, et le bien importé un bien manufacturé basique (T-shirt), noté M, une libéralisation de ce dernier secteur (démantelement des accords multi-fibres et libéralisation totale du secteur textile depuis le 1er janvier 2005), entraîne une baisse du prix relatif du textile, d'où une baisse des salaires dans ce secteur et un transfert de facteurs de production de M vers T. Cependant les intensité capitalistiques des deux secteurs ne sont pas identiques, en d'autres terme le secteur M libère trop peu de capital pour satisfaire la demande du secteur T, et à l'inverse il libère trop de travail, d'où une baisse relative de la rémunération de ce facteur. Ainsi

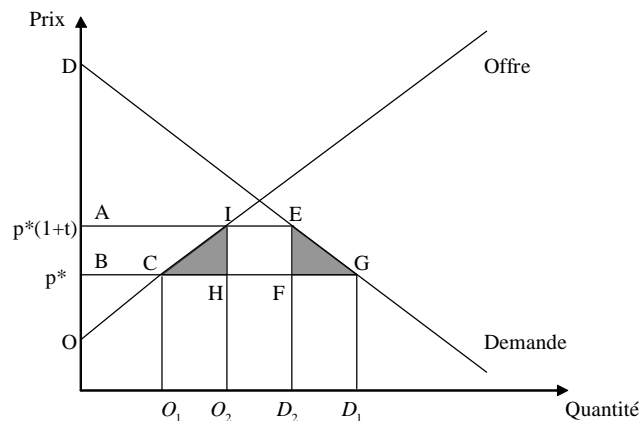
le facteur capital, où d'une façon plus générale le facteur abondant de nos économies profite de l'ouverture commerciale alors que le facteur rare en souffre (c'est le théorème de Stolper-Samuelson [23]).

## Protéger la nation

### Le cas général

Quel que soit sa forme sur un marché parfaitement concurrentiel, le protectionnisme (quotas, tarif ad valorem, spécifiques, subvention à l'exportation, à la production etc...) engendre toujours des pertes supérieures aux gains. Pour illustrer que le protectionnisme est ainsi néfaste à la nation dans son ensemble nous nous concentrerons sur les effets d'un droit de douane ad valorem imposé sur un seul marché (analyse en équilibre partiel) et négligerons de la sorte les effets de la politique commerciale sur les autres secteurs de l'économie<sup>1</sup>.

L'équilibre sur ce marché est représenté par le graphique ci-dessous.



Le pays en question est un petit pays qui ne peut pas influencer le prix mondial (noté  $p^*$ ) de par son intervention commerciale. A ce prix, l'offre nationale ( $O_1$ ) ne peut satisfaire la demande nationale ( $D_1$ ), ce pays est donc obligé d'importer une partie de sa consommation ( $D_1 - O_1$ ). Une telle situation, peut être considéré pour x raison comme non satisfaisante pour un gouvernement, qui décide alors d'imposer un droit de douane ad valorem sur ces importations. Répertoriés par W.M Corden, une telle intervention engendre 5 effets:

1. Un effet de consommation, du fait de la taxe imposé, le consommateur doit désormais payé  $p^*(1+t)$  le bien qu'il obtenait précédemment à un prix inférieur  $p^*$ . Cette hausse de prix le conduit à diminuer sa demande qui passe de  $D_1$  à  $D_2$ .

<sup>1</sup>Cette section reprend l'analyse menée par Bouet ([7], p22)

2. Un effet de production, la hausse de prix permet à des producteurs locaux qui était précédemment insuffisamment efficace pour lutter contre la compétitivité étrangère de rentrer sur le marché, l'offre locale passe de  $O_1$  à  $O_2$
3. Un effet sur les importations. Cet effet est évidemment la conséquence des deux précédents: la demande diminue alors que l'offre locale augmente, donc mécaniquement les quantités importées chutent, elle passe de  $D_1 - O_1$  à  $D_2 - O_2$
4. Un effet sur les recettes publiques puisque le gouvernement taxe désormais les importations, et possède désormais un budget  $p^*.t.(D_2 - O_2)$  soit l'aire EFHI
5. Un effet de redistribution. Le surplus du consommateur<sup>2</sup> diminue aux bénéfices de l'Etat et des producteurs locaux.

	<i>Libre échange</i>	<i>Protectionnisme</i>	<i>Variation du bien être suite au protectionnisme</i>
Surplus du consommateur	BGD	ADE	-AEGB
Surplus du producteur	BCO	AIO	+ABCI
Recette de l'Etat	Aucune	EFHI	+ EFHI
<b>Surplus total</b>	BCO+ BGD	ADE+ AIO	-CHI-EFG

Comme l'illustre le tableau ci-dessus qui répertorie l'ensemble des effets cités précédemment, la perte du consommateur est supérieure au gain des producteurs et de l'Etat. Suite à l'imposition d'un droit de douane, la nation a ainsi subi une perte de bien être qui est équivalente aux aires des deux triangles CHI et EFG (dénommé triangle d'Haberger).

## L'exception du grand pays?

Si tout le monde gagne au libre échange, pourquoi des comportements protectionnistes existent-ils? Outre l'argument des lobbyings, l'une des réponses à cette question réside dans le pouvoir d'un pays à manipuler les termes de l'échange mondiaux en sa faveur. Le mécanisme côté demande est le suivant: en imposant un tarif sur ses importations la demande nationale du grand pays chute, mais avec elle chute aussi la demande mondiale, d'où un abaissement du prix mondial et une augmentation des recettes tarifaires bien plus importante que dans le cas du petit pays. Une telle politique non-coopérative, peut cependant dégénérer en guerre commerciale, dans le cas général ces représailles (de petits pays regroupés en cartel où d'un autres grand pays) annuleront les gains du tarif optimum.

<sup>2</sup>Que nous avons défini dans les premiers chapitres comme "la différence entre le montant qu'un consommateur est disposé à consacrer à l'achat d'un bien et le montant qu'il va effectivement payer pour obtenir ce bien"

## L'exception stratégique

Jusque dans les années 80, les modèles tentant d'expliquer les avantages où inconvénients du libéralisme étaient essentiellement des modèles de concurrence pure et parfaite, mais suite aux développements des modélisations en concurrence imparfaite développées par l'économie industrielle<sup>3</sup>, les modèles à concurrence oligopolistique (Brander et Spencer [8]) et monopolistique (Krugman [12]) ont pris un réel essor et ont apporté de nouvelles conclusions concernant les effets des politiques commerciales. Pour illustrer<sup>4</sup> ces conclusions nous prendrons l'exemple de deux firmes, Boeing et Airbus et utiliserons les outils de la théorie des jeux déjà expliquée lors de la première séance.

Si les gouvernements laissent ces deux firmes se concurrencer sans influencer sur leur décision par une quelconque politique, alors la firme gagnante sera la première à rentrer sur le marché, soit airbus produira un avion et boeing ne produira rien, soit l'inverse.

		Airbus	
		produire	ne pas produire
Boeing	produire	(-5, -5)	(100, 0)
	ne pas produire	(0, 100)	(0, 0)

A l'inverse, si l'Europe décide de subventionner Airbus de 25 Millions d'euros, alors cette compagnie aérienne a toujours un intérêt à produire et ce quel que soit la décision de Boeing (en effet si Boeing produit, Airbus gagne 20 en produisant et 0 en ne produisant pas, et si Boeing ne produit pas il gagne soit 125 en produisant soit rien), or si airbus produit, boeing n'a plus aucun intérêt à produire. La politique commerciale a ainsi évincer le concurrent.

		Airbus	
		produire	ne pas produire
Boeing	produire	(-5, 20)	(100, 0)
	ne pas produire	(0, 125)	(0, 0)

Ces analyses ont été cependant critiqué dans la mesure où l'information nécessaire au gouvernement pour fixer cette subvention est souvent insuffisante.

<sup>3</sup>L'influence de l'économie industrielle sur l'économie internationale est abordée par Krugman [13]

<sup>4</sup>Cette exemple est issue de Krugman et Obstfeld [14]

# Bibliography

- [1] Aglietta, M., 2001, *Macroéconomie financière*, 1&2, Coll. Repère, Paris, La Découverte.
- [2] Aglietta, M., La maîtrise du risque systémique international, *Economie Internationale*, CEPII, n°76.
- [3] Aglietta M., M. Moutot, 1993, Le risque système et sa prévention, *Cahiers économiques et monétaires de la Banque de France*, n°41.
- [4] Aghion, P., P. Howitt, 1998, *Théorie de la croissance endogène*, Dunod.
- [5] Akerlof, G., 1970, The market for "Lemons": quality uncertainty and the market mechanism. *The Quarterly Journal of Economics*, Vol.84, No. 3, p 488-500.
- [6] Blanchard, O., 2004, Peut-on éliminer le chômage en Europe? *Revue française d'économie*, n°4, vol XVIII.
- [7] Bouët, A., 1997, *Le protectionnisme, analyse économique*, Vuibert
- [8] Brander J.A et Spencer B.J., 1985, Export subsidies and International market share rivalry, *Journal of International Economics*, 18, pp. 83-100.
- [9] Cahuc P., et A., Zylberberg, 2001, *Le marché du travail*, De Boeck
- [10] Corden W.M., 1977, *La théorie de la protection*, Paris, Economica
- [11] Gaffard, J-L, 2005, Le chômage est-il soluble dans des réformes structurelles? Notes de lecture et réminiscences théoriques, *Revue de l'OFCE*, n°92
- [12] Krugman P., 1984, Import protection as export promotion : international competition in the presence of oligopoly and economies of scale, in Kierzkowski, ed., *Monopolistic Competition and International Trade*, Clarendon Press, Oxford.
- [13] Krugman P., 1989, Industrial organization and international trade, in R. Schmalensee et R. Willig eds., *Handbook of Industrial Organization*, Amsterdam, North-Holland.
- [14] Krugman, P., et M., Obstfeld, 2001, *Economie Internationale*, De Boeck

- [15] Le Cacheux, J., Des défaillances financières au risque systémique: quelques enseignements des accidents financiers. *Cahiers français* n°289
- [16] Mankiw, G, 2003, *Macroéconomie*, De Boeck.
- [17] Piketty, T., 1998, L'emploi dans les services en France et aux Etats-Unis: une analyse structurelle sur longue période, *Economie et Statistique*, 318 (8), pp 73-99.
- [18] PNUD, 2005, *Rapport mondial sur le développement humain*, Economica.
- [19] Stigler, G., 1946, The economics of minimum wage legislation, *American Economic Review*, vol. 36, pp 535-543.
- [20] Salanié, B., 2004, L'économie sans tabou.
- [21] Sgard, J., 2002, L'argentine un an après: de la crise monétaire à la crise financière. *La lettre du CEPII*
- [22] Solow, R., 1956, A contribution to the theory of economic growth, *Quarterly Journal of Economics* 70 (1), pp 65-94.
- [23] Stolper W.F. et Samuelson P.A., 1941, Protection et rémunérations réelles, *Review of Economic Studies*, vol IX, traduit dans B. Lassudrie-Duchêne, 1972, *Echange international et croissance*, Economica, pp 161-182.
- [24] Swan, N., 1956, Economic growth and capital accumulation, *Economic Record* 32, pp 334-361.